

EuroRSCG,  
à Seguela, fi-  
la boîte de

le Sarkozy,  
en temps de  
le prix.

e

lente de Poitou-  
tait un travail  
rtir du texte que  
voulait dire,  
lienne. C'est une  
e ses propos, de  
steuse en scène,  
e petite indem-  
géré d'enfiler un  
tir une tunique,  
dhi. La même lui  
qué « quoi faire  
l'a incitée à faire  
veux afin de  
sualité ».

c'est Ségolène  
choisi de porter  
et de parler, sans  
un prompteur !  
tion en appelle  
se l'entourage de  
s futurs specta-  
s de Reims sont

graphie et quel  
répare-t-elle pour  
: Jeanne d'Arc,  
dumpteuse d'élé-

## contradictoire

Dès le lendemain du discours de Toulon, Fillon tenait meeting à Enghien, d'où il a lancé un appel à « l'unité nationale » face à la crise. Mais il n'a pu s'empêcher d'écarter aussitôt cette unité et de se payer les socialistes.

« Au PS, il faut avoir sa carte du parti depuis cinquante ans pour y comprendre quelque chose », s'est-il exclamé.

Succès garanti dans l'assistance

Johnny Hallyday !

## Tenir le cap d'Antibes

Nicolas Sarkozy, qui a gardé un très mauvais souvenir des journées parlementaires de l'UMP à Strasbourg l'an dernier, se serait bien passé de celles que le groupe majoritaire organise les 2 et 3 octobre à Antibes.

L'an dernier, le Président s'était fait brocarder en plein dîner par le

enfin, Benoît Hamon, fort de 9 députés, 5 sénateurs et 4 députés européens.

Delanoë bénéficierait du soutien de 33 premiers secrétaires de fédération du parti. Les amis de Ségolène Royal en revendiquent 28, ceux de Martine Aubry 26. Mais la maire de Lille assure que les fédés qui la soutiennent sont plus importantes, en nombre d'adhérents.

Finalement, les socialistes peuvent se passer de congrès.

# Neuilly ville assistée

**P**OUR ne pas avoir construit suffisamment de logements sociaux, la ville de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) vient d'être mise à l'amende par l'Etat. Montant de la prune : 123 000 euros. Une pacotille pour une des villes les plus riches de France. Pourtant, l'ex-municipalité dirigée par Sarkozy affiche une proportion d'HLM bien inférieure au seuil fixé par la loi SRU : 3,8 %, contre 20 %. Dans ces conditions, selon la préfecture des Hauts-de-Seine elle-même, le montant de l'amende aurait dû s'élever à un peu plus de 2,7 millions d'euros. Interrogée par « Le Canard », l'administration reconnaît avoir effectué une ristourne de 2,6 millions d'euros parce que le

nouveau maire « fait preuve de façon constante d'une politique volontariste en matière de production (sic !) de logement so-



cial, adaptée au contexte difficile (re-sic !) de son territoire ».

L'ardente négociation est intervenue le 11 septembre dernier. Etonnamment, il a suffi à Jean-Christophe Fromantin, qui a succédé à Sarko, de promettre

de faire un effort pour être entendu. L'administration justifie la remise de peine par une « simple application des consignes ».

Lesquelles et d'où viennent-elles ? Pas du ministère du Logement, semble-t-il. En effet, l'entourage de Christine Boutin indique à son tour au « Canard » que « rien n'est prévu dans la loi pour conduire une négociation » entre l'Etat et les communes fautives. Et plus précisément : « La commune peut faire appel de l'amende à laquelle elle est soumise, mais elle doit d'abord l'acquitter. »

Bref, « tolérance zéro » pour les fauteurs de troubles urbains sauf dans les villes dont Sarko a été le maire !

LEFRANC-THOMAS

## Les oubli

**L'**ENCORE président Sénat Christian Poncelet « dément catégoriquement » 29 septembre, bénéficiant « appartement à vie », cor « Le Canard » l'a signalé 2005. Interrogé sur ce n'avantage, le 28 septembre Europe 1, le ministre Xa Bertrand avait souhaité que « mis un terme à cette idée errante d'avoir un appartement pour le président du Sénat ». L'attaque a enfin fait ré Ponpon. Lequel a précisé qu'il loir rester dans son 200 m la rue Bonaparte jusqu'à la fin de son mandat de sénateur. 2014. Une éternité...

En fait, Ponpon avait obtenu le 20 février 2002 que le Conseil de qu'esture, composé des sénateurs Jean Faure, Serge Thieu, Michel Charasse et assisté par Poncelet lui-même décide de mettre un appartement à disposition du président du Sénat.

Le procès-verbal de Conseil, que « Le Canard » a consulté, précise : « Le Sénat à disposition [des anciens sénateurs], s'ils en expriment le souhait, un appartement à Paris, qu'il prend entièrement